

Air Canada

● (1642)

J'insiste sur ce cas, monsieur l'Orateur, pour faire comprendre ce que je pense de la situation ridicule de toutes ces institutions qui sont des monopoles naturels, qui n'ont pour objet que de servir le public, qui relient les différentes parties du pays et sur lesquelles vous ne pratiquez pas le contrôle ordinaire de la rentabilité et de la concurrence.

M. Friesen: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Le député de Surrey-White Rock (M. Friesen) invoque le règlement.

M. Friesen: Le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltzman) m'autorise-t-il à poser une question?

M. Saltzman: J'autoriserai toujours un député aussi éminent à poser une question.

M. Friesen: Le député a employé l'expression «monopole naturel». Si sa thèse est étendue, est-ce que tous les services ne vont pas bientôt devenir des monopoles naturels?

M. Saltzman: Monsieur l'Orateur, j'espérais m'être exprimé clairement. Les monopoles naturels ne sont pas si nombreux, pas plus que les domaines qui peuvent s'accommoder d'un monopole. Mais je voudrais indiquer sérieusement au député qui a posé cette question qu'alors que nous nous inquiétons de manquer d'essence, que nous nous préoccupons des avions qui font à moitié vides le trajet entre Vancouver et Toronto ou Montréal, est-ce que tout cela est logique? Est-il logique que deux avions empruntent le même itinéraire, en consommant deux fois plus de carburant qu'il n'en faudrait?

M. Friesen: Il n'y a qu'Otto et Jack pour faire ça.

M. Saltzman: Non, pas uniquement eux. On ne peut pas leur en tenir rigueur en ce qui concerne la situation au Canada. Si vous voulez reprocher au ministre des Transports les furoncles de votre femme ou les dents saillantes de vos enfants, vous pourrez le faire tant que ceux-ci vivront au Canada. On retrouve la même imbécillité aux États-Unis, mais si puissant que soit le ministre des Transports, je ne pense pas qu'il soit omnipotent au point de pouvoir influencer sur les événements aux États-Unis.

J'ai entendu le député discuter avec certains de ses collègues de la nécessité d'économiser l'énergie car nous allons manquer de combustibles fossiles. Il n'y a pas de pire gâchis que ce genre de double emploi où plusieurs avions empruntent le même itinéraire, aucun d'entre eux n'étant plein, tous ces avions faisant la course pour des hommes d'affaires qui vont déduire le coût de leur voyage de leurs impôts sur le revenu, si bien que c'est le gouvernement qui de toute façon, en paiera la moitié. Naturellement, les hommes politiques ont recours aux compagnies aériennes, mais ils ne produisent aucun revenu. Même si certains prennent l'avion pour rendre visite à leur mère ou à leurs enfants, les compagnies aériennes existent véritablement, comme les postes, en tant que service à la disposition des hommes d'affaires du pays.

Ce sont les hommes d'affaires du pays, avec leur courte vue et leurs discours sur le profit, qui ont détruit le réseau de transport, comme ils ont détruit les postes. Ils parlent toujours des postes. Pour la plupart des gens, monsieur l'Orateur, on pourrait tout aussi bien fermer les postes une fois pour toutes,

ça les laisserait froids. Mais les hommes d'affaire ne pourraient plus envoyer leurs factures. La poste existe dirait-on pour distribuer ces circulaires idiotes et faire parvenir des factures. Mais ce sont les hommes d'affaires qui sont les premiers à critiquer les postes. Que le ciel vienne en aide au gouvernement si les postes augmentent le taux d'affranchissement de 2c. Les hommes d'affaires donneront bien \$2 à un service de messagerie privé mais ils ne donneront jamais 14 c. de plus au gouvernement pour leur courrier.

M. Friesen: Nous sommes ici en pleine hyperbole.

M. Saltzman: Oui, en effet, car quelquefois l'hyperbole rejoint la réalité. C'est le genre d'idioties qui se produisent quand on compare l'effort public à l'effort privé. Comme les députés le savent fort bien, je préconise la nationalisation. Je n'en ai pas peur. Je crois qu'elle a beaucoup de côtés utiles. Mais je ne suis pas un idéologue qui prétend que la nationalisation est supérieure à la propriété privée et que le profit ne doit pas exister. Je demande que pour certaines choses comme les transports, tellement essentiels pour notre pays, ainsi que pour la conservation de l'énergie et l'utilisation de nos ressources, on n'en rejette pas l'idée d'emblée.

En conclusion, monsieur l'Orateur, loin d'avoir épuisé mon sujet, je ne prétends même pas avoir tout dit. Mais au Canada qui a été véritablement le pionier du transport public la notion de responsabilité publique et de participation du public à l'édification de la nation, est en recul à présent, alors que nos voisins du Sud en arrivent précisément à se rendre compte que c'est nous qui avons raison tout d'abord. Ils ont maintenant l'Amtrak. Ils fusionnent leurs lignes aériennes et les coordonnent afin d'éliminer le gaspillage dû à la concurrence des lignes aériennes américaines entre elles. Mais pendant ce temps-là, nous sommes en régression et nous marchons à reculons. Il est difficile de savoir pourquoi. Ce n'est peut-être que sous l'effet d'une espèce de mythologie qui reste.

Il me semble, monsieur l'Orateur, que si nous voulons vraiment faire quelque chose pour améliorer la rentabilité de notre réseau aérien sur l'ensemble du territoire nous devrions nous débarrasser tout d'abord de cette espèce de concurrence factice qui existe entre le réseau ferroviaire et les lignes aériennes, et chercher plutôt à les coordonner. Un voyageur devrait pouvoir s'arrêter dans une gare et trouver non pas peut-être une correspondance directe, mais au moins une correspondance meilleure pour rejoindre un aéroport ou un autobus. Nous avons un réseau de transport disloqué, désorganisé, inefficace et peu rentable, tout cela à cause de cette idée ridicule qu'on vend du transport comme des savonnettes.

M. Arnold Malone (Battle River): Tout d'abord, j'aimerais vous féliciter, monsieur l'Orateur, d'être resté à votre fauteuil pendant le dernier discours. Cela témoigne de votre bravoure et je vous en félicite. J'ai écouté le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltzman) avancer certaines de ses—j'allais dire «raisons»—mais appelez-les comme vous voudrez. Par exemple, il a dit qu'il croyait à la nationalisation dans les secteurs essentiels, sans donner d'autre définition, pensant que cela englobait les transports.